

**Vle Congrès des experts-comptables,
Oran, les 29 et 30 janvier 2020**

LA COMPTABILITÉ D'ENGAGEMENT DES ORGANISMES PUBLICS

**Présenté par Azzeddine MOUSSA,
Ancien cadre au Ministère des Finances**

La comptabilité d'engagement des organismes publics

1 – LE SYSTÈME COMPTABLE DE L'ETAT:

1.1 – Finances publiques, comptabilité publique et comptabilité de l'Etat.

1.2 – Le Réseau du Trésor.

2 – LA RÉFORME BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE.

2.1 – présentation de la réforme budgétaire et comptable.

2.2 – présentation du plan comptable de l'Etat.

3 – LE SYSTÈME COMPTABLE DE L'ETAT AU TITRE DE LA COMPTABILITÉ D'EXERCICE.

3.1 – Le Réseau comptable.

3.2 – La mise en œuvre de la comptabilité d'exercice.

1.1 – Finances publiques, Comptabilité publique et comptabilité de l'Etat.

Aperçu sur:

- Le cadre législatif et réglementaire des opérations financières des organismes publics;
- les notions inhérentes au droit public, aux finances publiques, aux comptabilités publique et de l'Etat.

1.1. Finances publiques, comptabilité publique et comptabilité de l'Etat.

CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DES ORGANISMES PUBLICS:

- Loi n°84-17 relative aux lois de finances .
- Loi organique n° 18-15 relative aux lois de finances.
- Loi n°90-21 relative à la comptabilité publique.
- Ordonnance n° 95-20 relative à la cour des comptes.
- Ordonnance n° 03-11 relative à la monnaie et au crédit.
- Décret exécutif n°91-313 fixant les procédures, les modalités et le contenu de la comptabilité des ordonnateurs et des comptables publics.

1.1. PLACE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE DANS LE DROIT PUBLIC

LE DROIT PUBLIC:

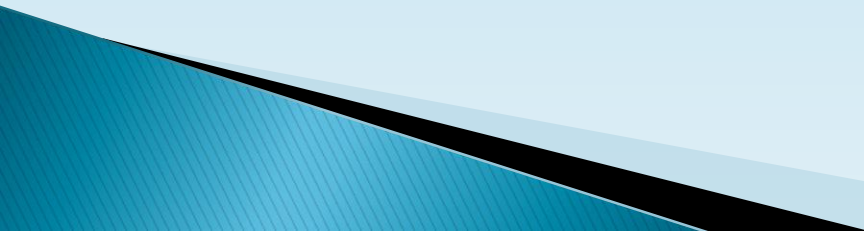
- droit constitutionnel,
- droit administratif
- finances publiques.

LES FINANCES PUBLIQUES:

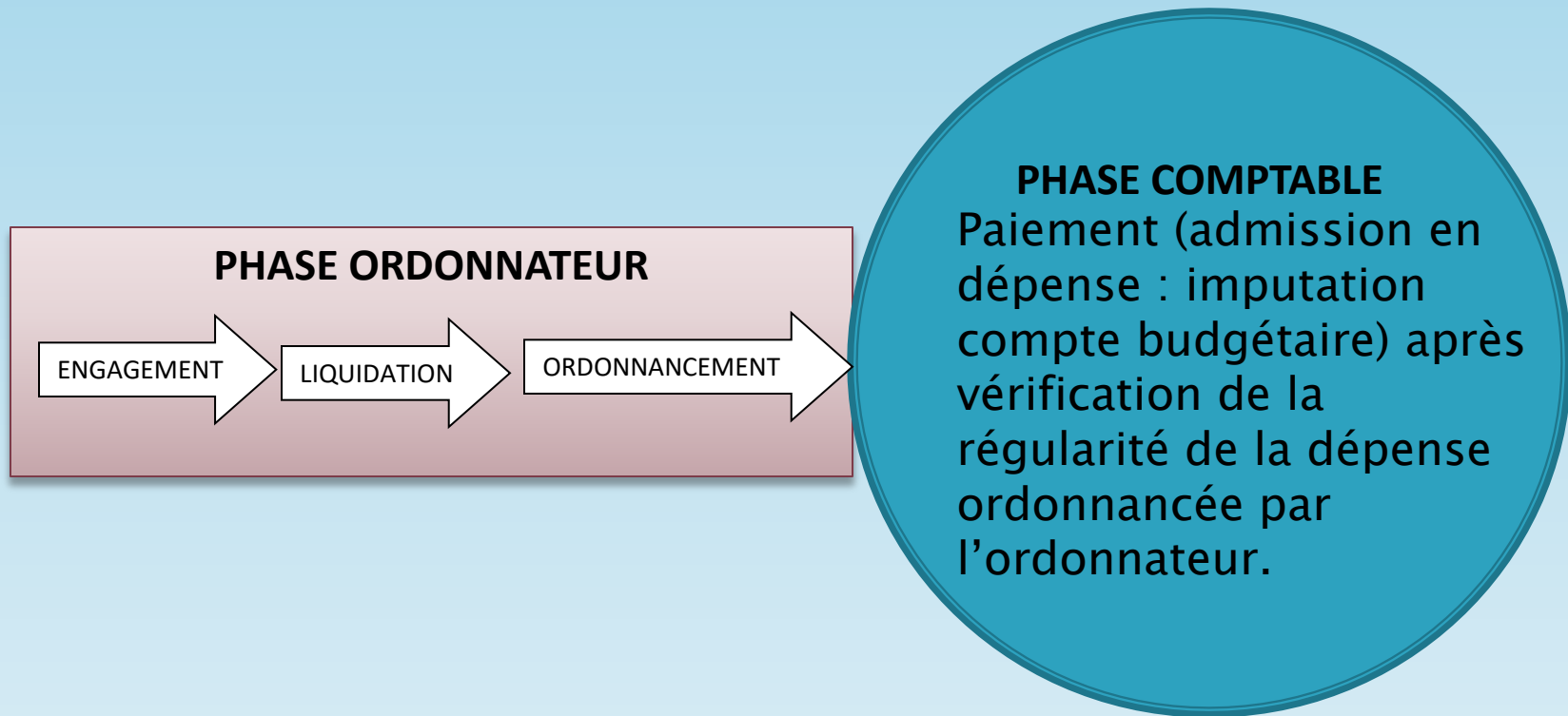
- Le droit budgétaire,
- le droit fiscal
- la comptabilité publique

LOI 90-21

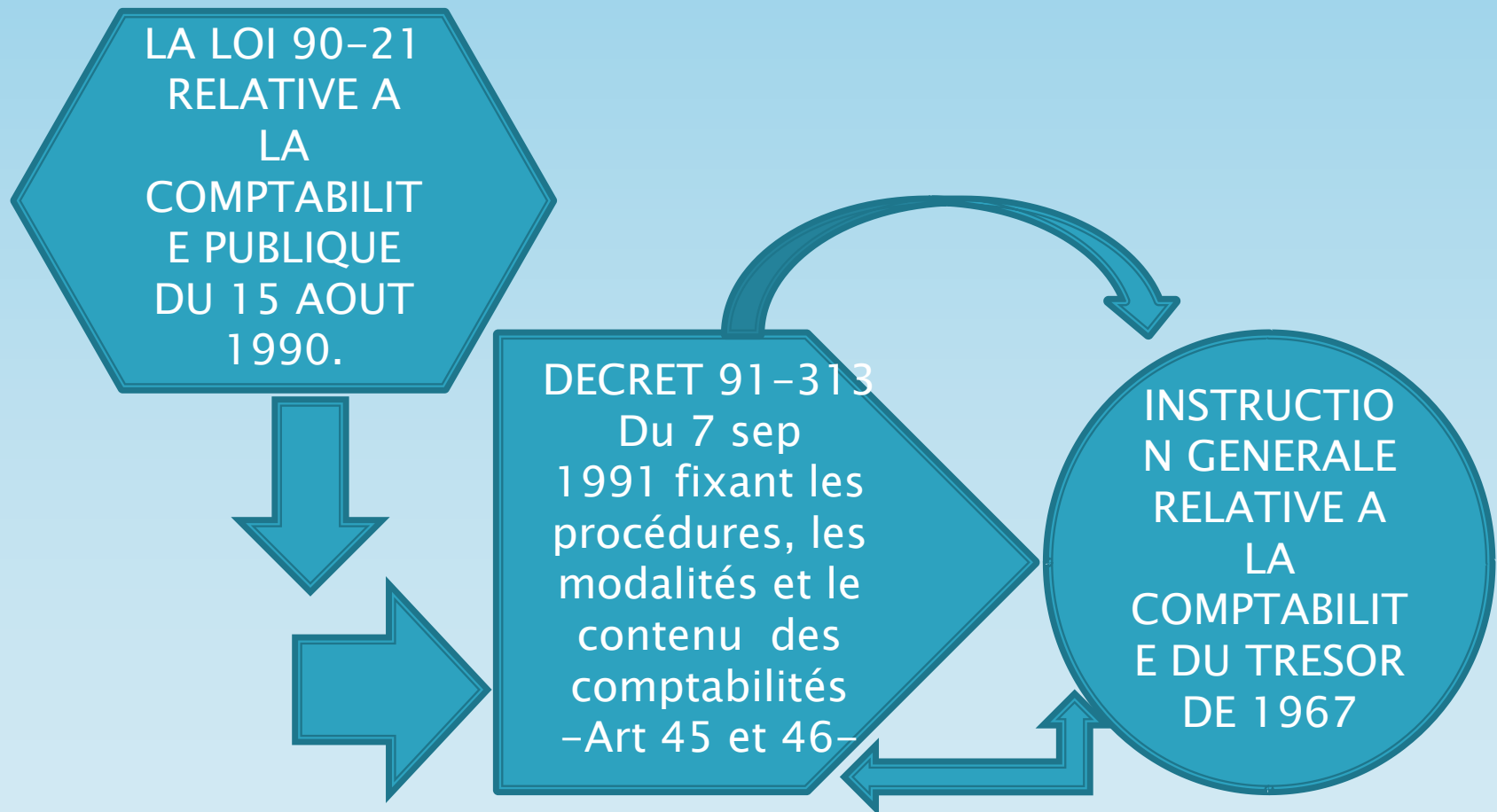
**COMPTABILITE
PUBLIQUE**



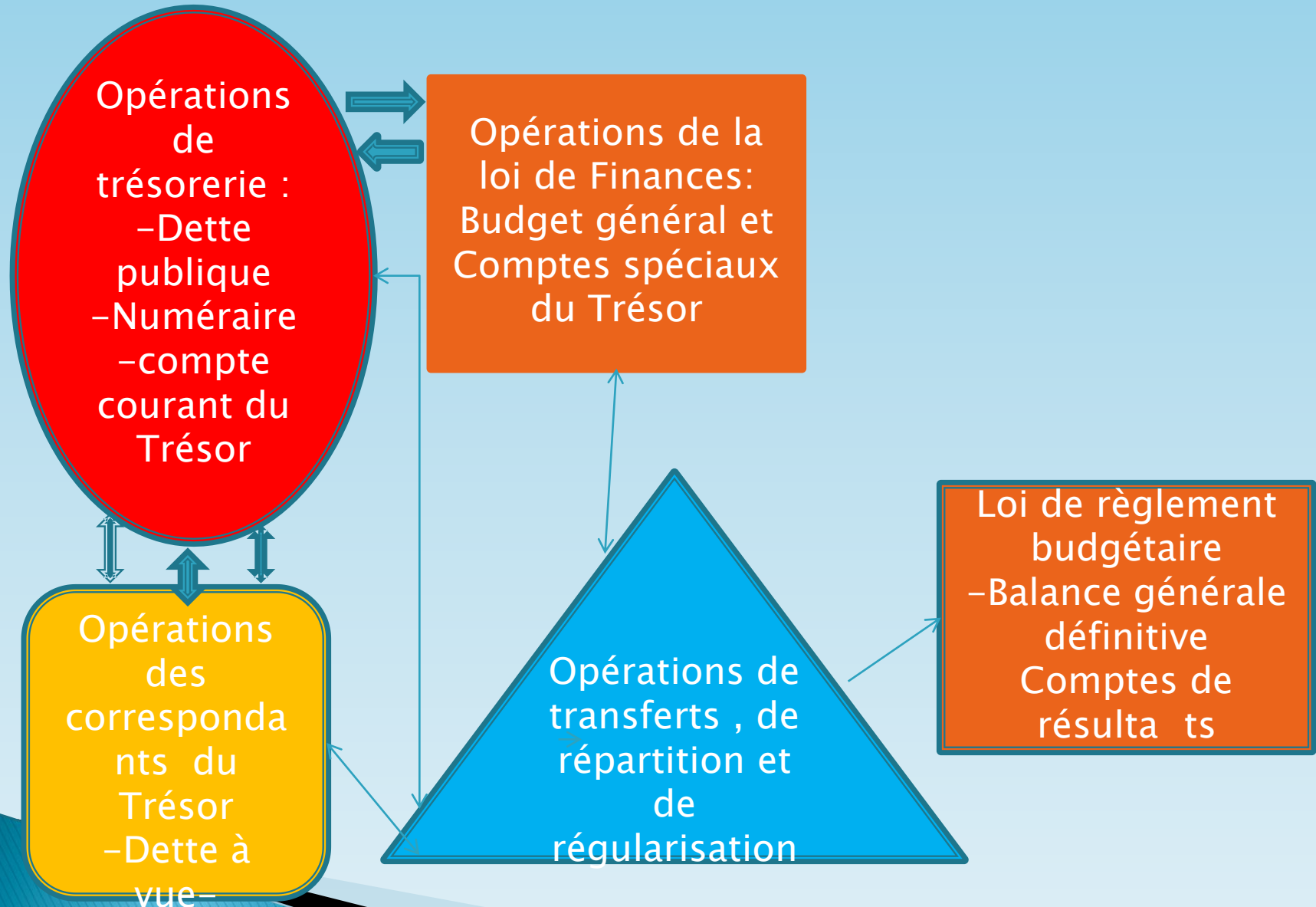
1.1. SCHEMA D'EXECUTION DE LA DEPENSE PUBLIQUE



1.1. Cadre législatif et réglementaire de la comptabilité de l'Etat.



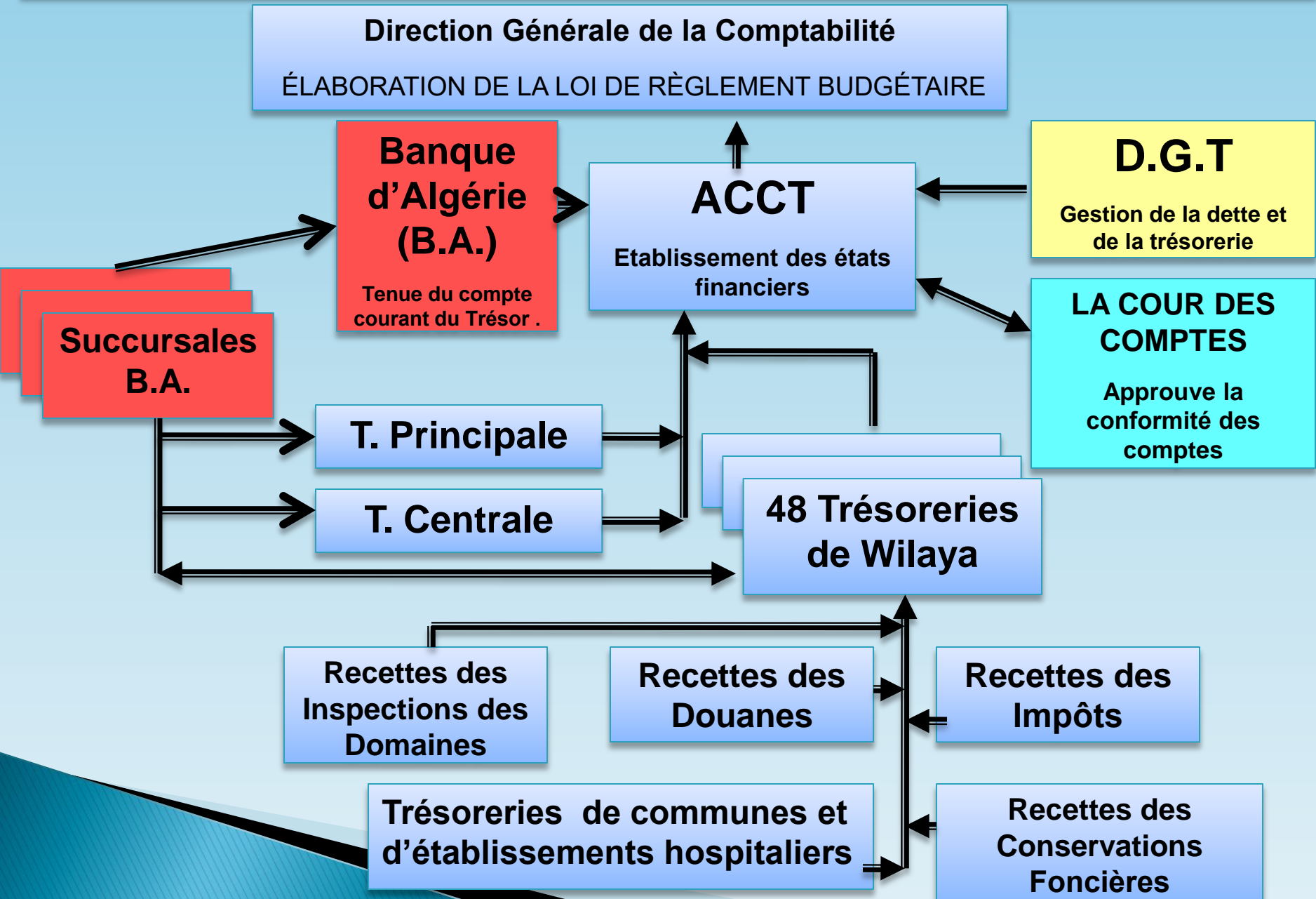
1.1. COMPOSANTES DE LA COMPTABILITE DE L'ETAT



1.2– Le réseau du Trésor et le principe de l'unité de caisse:

Présentation du réseau du Trésor et du principe de l'unité de caisse à travers le compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie.

1.2. Réseau assurant la tenue de la comptabilité de l'Etat



1.2. Illustration de l'importance du compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie:

Le montant du compte courant créditeur du Trésor public (la trésorerie de l'Etat) s'élevait au 31 octobre 2011 à 5 434 Milliards de DA, soit 40 % du passif de la situation financière de la Banque Centrale...

2. LA REFORME BUDGETAIRE ET COMPTABLE DE L'ETAT.

Cette réforme a été initiée en 2001 pour la première et en 2007 pour la seconde.

- 2.1.: Présentation de la réforme budgétaire;
- 2.2.: Présentation du plan comptable de l'Etat (comptabilité d'exercice).

2. LA RÉFORME BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE

Inscrite dans le projet de « modernisation des systèmes budgétaires » (MSB) scindé en deux composantes

1. Budgétisation»

2. Informatique et système d'information».

Consacrée par la LOLF publiée
en septembre 2018.
Une entrée en vigueur
progressive prévue pour 2023.

2.1.OBJECTIFS DE LA COMPOSANTE INFORMATIQUE ET SYSTÈME D'INFORMATION

La composante, «Informatique et système d'information», vise à concevoir et à implanter les systèmes d'information correspondant à la nouvelle structure budgétaire.

2.1. OBJECTIFS DE LA COMPOSANTE BUDGÉTISATION

La composante, «Budgétisation», vise à mettre en place

Le nouveau système de gestion des dépenses

- l'élaboration du budget,
- l'exécution des dépenses
- le contrôle des dépenses

– Accompagnés d'une révision des normes et pratiques comptables.
– Implantation du Plan Comptable de l'Etat.

Comprend les divers tableaux de bord permettant de suivre l'exécution du budget

Suivi et contrôle budgétaire

2.2– Présentation du plan comptable de l'Etat (comptabilité d'exercice)

Art. 65 de la L.O.L.F.:

« ...L'Etat tient également une comptabilité générale de l'ensemble de ses opérations, fondée sur le principe de la constatation des droits et obligations... ».

A ce titre, les opérations sont prises en compte au titre de l'exercice auquel elles se rattachent, indépendamment de leur date de paiement ou d'encaissement.

D'où la dénomination de la comptabilité générale de comptabilité d'exercice.

2.2. LE RECUEIL DES NORMES COMPTABLES DE L'ETAT

Afin de se conformer à l'Art. 65 de la LOLF: « ...Les comptes de l'Etat doivent être réguliers, sincères et refléter de manière fidèle son patrimoine et sa situation financière. », il faut procéder à la Rédaction d'un recueil des normes comptables de l'Etat s'inspirant des standards internationaux.

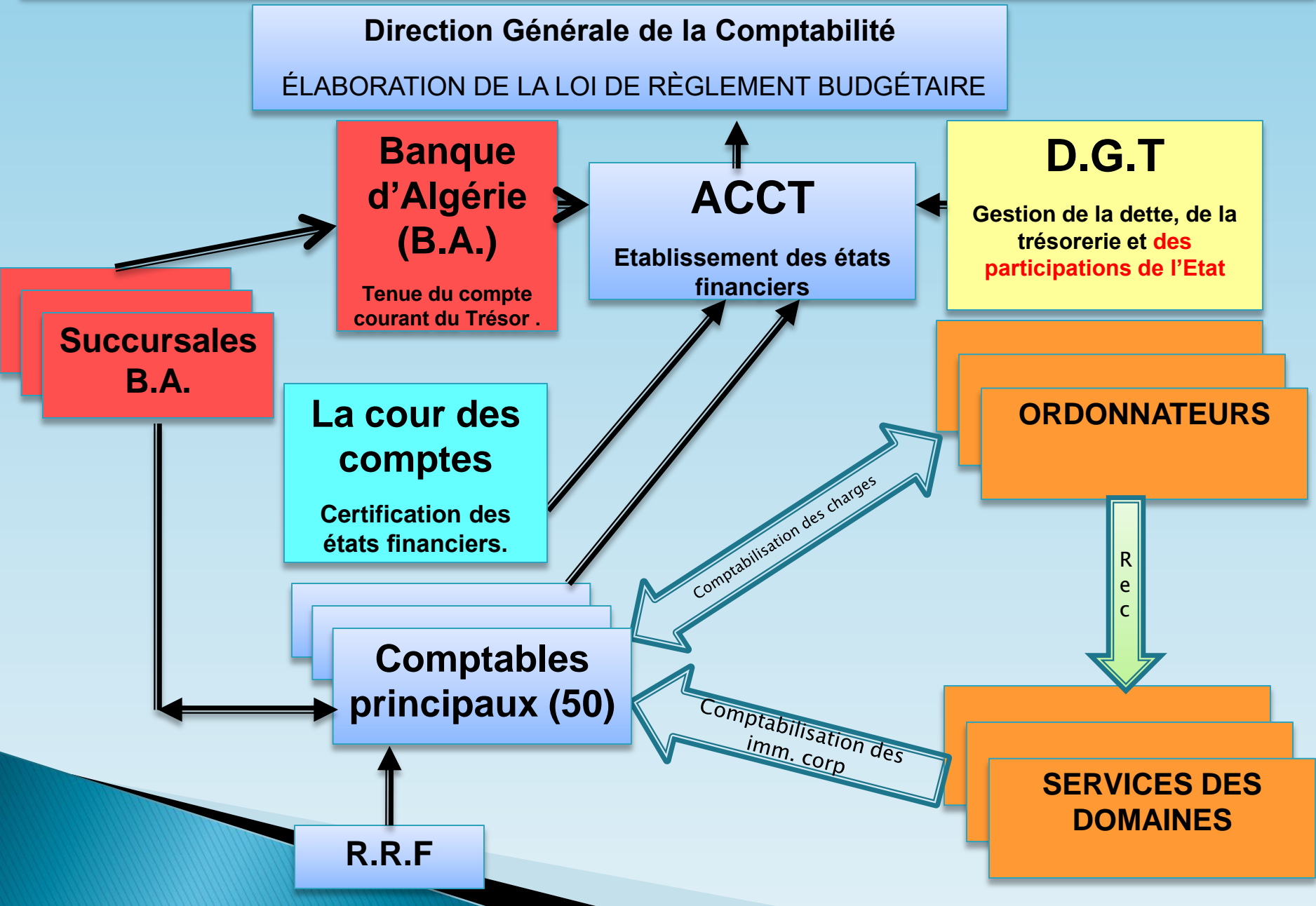
- Un avant projet de recueil des normes comptables de l'Etat, a été élaboré en 2016 par le MdF.
- Des recueils de nomenclature comptable et des schémas d'écritures comptables ont été réalisés en 2009 par la Direction Générale de la comptabilité.

3.LE SYSTÈME COMPTABLE AU TITRE DE LA COMPTABILITE D'EXERCICE

- 3.1.En présentant le nouveau réseau comptable appelé à prendre en charge la comptabilité d'exercice, la complexité de la mise en œuvre de cette dernière sera mieux appréhendée.
- 3.2.Les contraintes effectives de cette mise en œuvre et les solutions pour y faire face sont présentées.

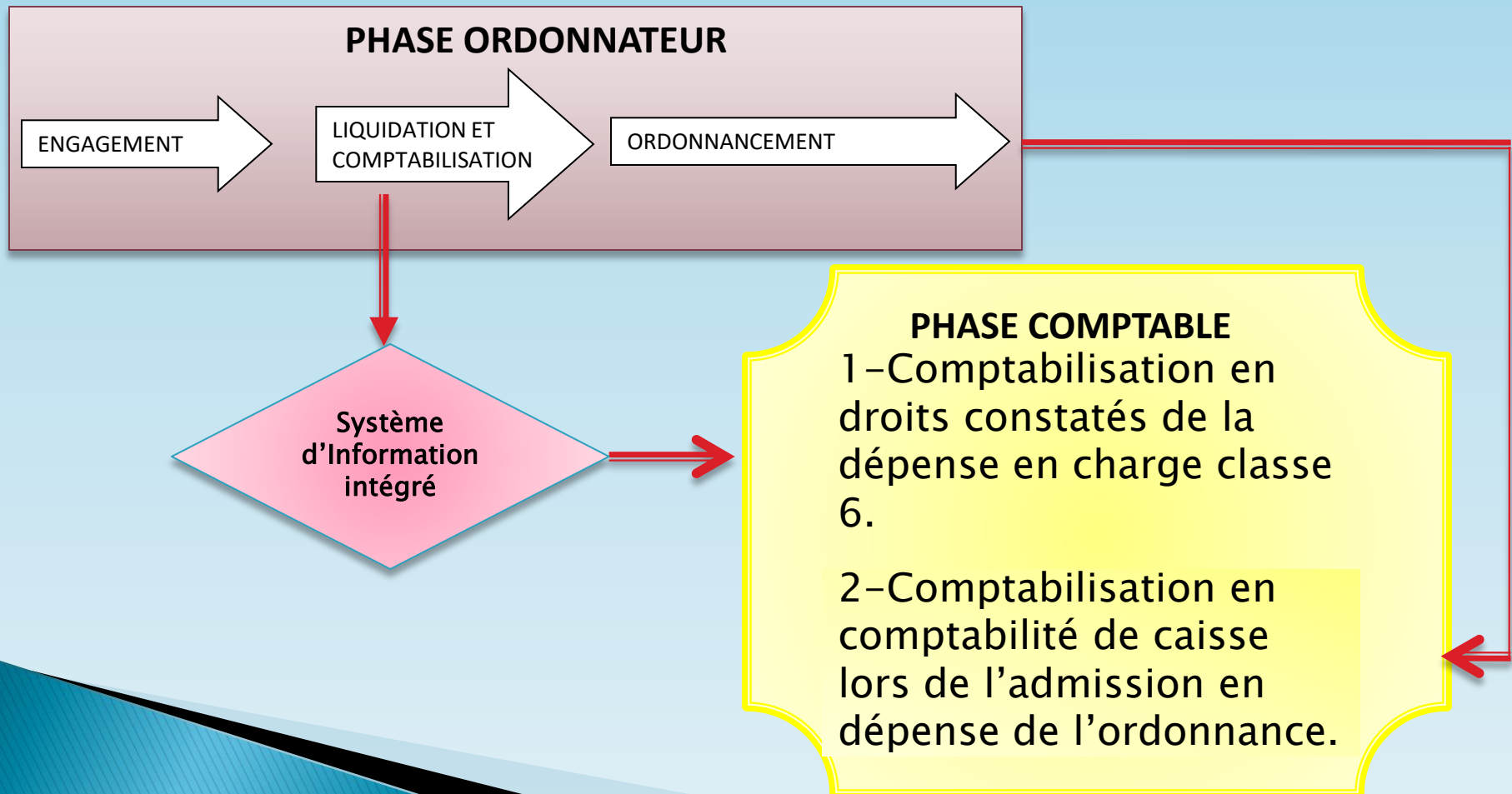
3.1. Le Réseau comptable au titre de la comptabilité d'exercice

3.1. Réseau assurant la tenue de la comptabilité d'exercice PCE

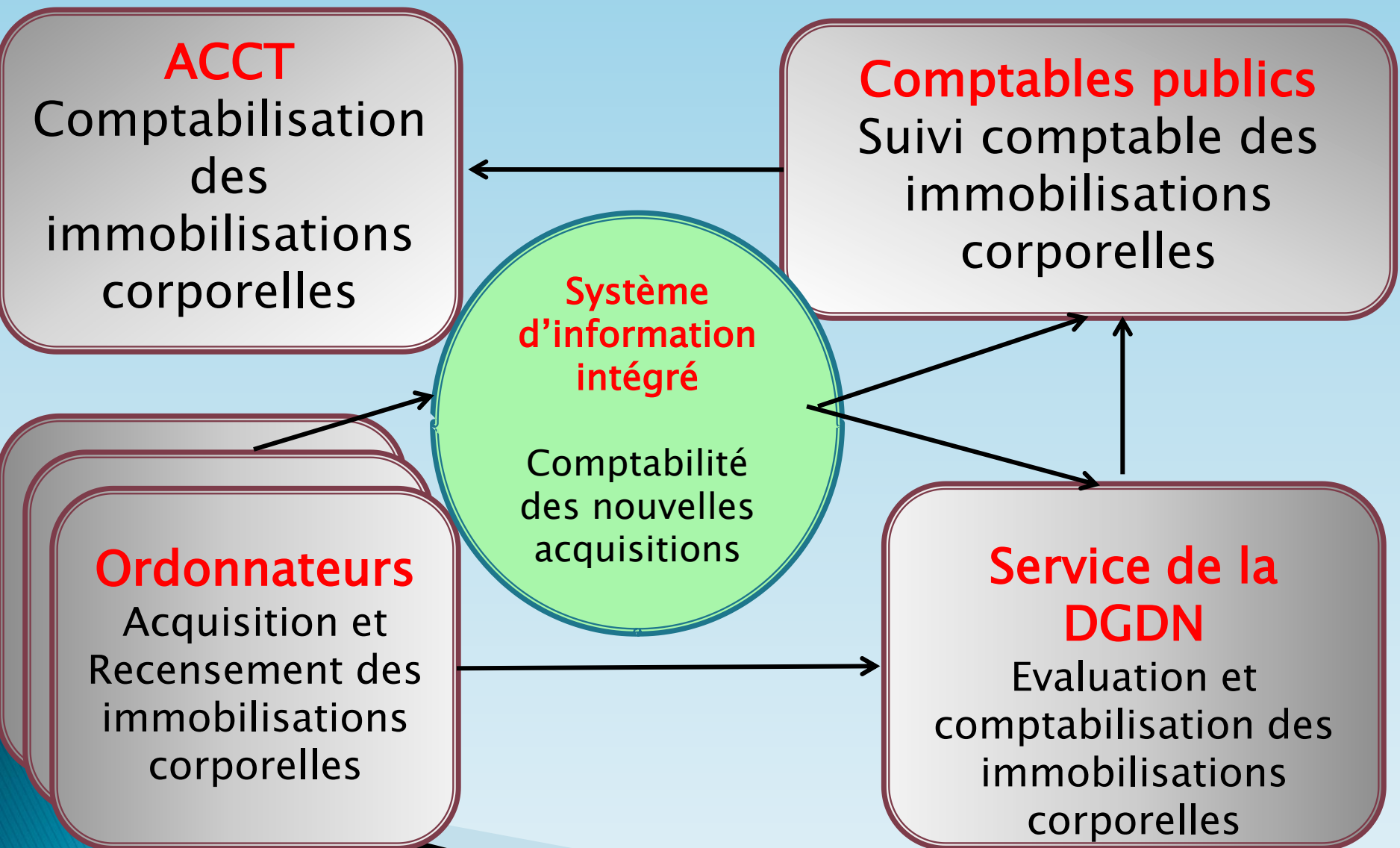


3.1.SCHEMA D'EXECUTION DE LA DEPENSE PUBLIQUE- SYSTEME PCE

[h extrait du RNCE.pptx](#)



3.1. COMPTABILISATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES



3.2. LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMPTABILITÉ D'EXERCICE

La complexité de la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice se caractérise dans les principaux points suivants:

- ▶ Ce type de comptabilité doit intégrer la comptabilisation des immobilisations et des droits constatés (créances et obligations), qui ne sont pas pris en charge dans l'actuelle comptabilité.
- ▶ La particularité de la comptabilité publique par rapport à la comptabilité de la sphère économique, qui fait intervenir deux acteurs distincts, les ordonnateurs et les comptables.
- ▶ La gestion du patrimoine (biens immobiliers et mobiliers ainsi que les stocks) des administrations relève des services des ordonnateurs.

3.2. LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMPTABILITÉ D'EXERCICE

Pour faire face à ces contraintes, un dispositif doit être mis en place qui doit comprendre :

- ▶ la réorganisation et la structuration du contrôle interne autour de la fonction comptable de l'Etat,
- ▶ la définition des critères de qualité comptable précis et concrets, assortis d'un dispositif de contrôle interne comptable performant au niveau de chaque acteur de la fonction comptable de l'Etat,
- ▶ la documentation des contrôles, et au-delà, les procédures,
- ▶ la garantie d'une traçabilité des opérations et des contrôles propres à garantir une « piste d'audit ».

3.2. LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMPTABILITÉ D'EXERCICE

Dans le cadre d'un système d'information intégré, des conditions spécifiques sont à prendre en compte pour la mise en place de la comptabilité d'exercice :

- ▶ L'architecture applicative du futur système d'information intégré dont le périmètre comprendra la gestion budgétaire et la gestion comptable.
- ▶ L'émergence de nouveaux métiers comme la vérification du paramétrage comptable du Système Intégré budgétaire et comptable et le contrôle interne comptable.
- ▶ L'évolution du métier de comptable public.

3.2. LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMPTABILITÉ D'EXERCICE

La mise en place d'une véritable comptabilité d'exercice ne peut être envisagée sans le recours à des systèmes informatiques performants.

3.2. La mise en œuvre de la comptabilité d'exercice.

En plus de garantir le contrôle interne comptable,

Ces systèmes gèrent les flux d'informations simultanément selon plusieurs perspectives de façon à produire à partir d'**une seule et même saisie** la comptabilité d'exercice et tous les autres types de documents nécessaires au respect de leurs obligations légales, ou utiles à leur gestion :

3.2. La mise en œuvre de la comptabilité d'exercice.

pour les gouvernements, en plus de la comptabilité d'exercice, il s'agit d'abord et avant tout de la comptabilité budgétaire.

MERCI POUR VOTRE ATTENTION